

Burundi : les prisonniers politiques de la gr ce présidentielle

RFI, 28 juin 2012 Au Burundi, une grâce présidentielle qui ne va pas bénéficier à tous les détenus Le président burundais, Pierre Nkurunziza, a signé, mardi 26 juin, un décret qui accorde la gr ce à certains prisonniers, à l'occasion du cinquanti re de l'indépendance. Sont principalement concernés les détenus qui sont condamnés à une peine de cinq ans de prison ou moins. Les prisons burundaises étaient pleines   craquer à plus de 10 à 000 détenus vivant dans des conditions souvent qualifiées d inhumaines pour une capacité d'accueil d'environ 3 à 500 places. Les autorités réfléchissaient donc depuis plusieurs mois sur ce qu'il fallait faire en vue de soulager toute cette misère. Willy Nyamitwe, porte-parole adjoint du président burundais, justifie la décision du chef de l'Etat :    Cette décision est justifiée en grande partie par le souci du chef de l'Etat de désengorger les maisons carcerales et aussi pour prendre des mesures exceptionnelles de clémence à l'endroit de certains condamnés pour pouvoir célébrer ensemble le cinquanti re.   à Mais cette mesure ne va pas bénéficier à tous les détenus. Elle ne s'applique pas, par exemple, aux cas de crime de guerre, de crime contre l'humanité ou de viol. Sont également exclus les détenus condamnés pour atteinte à la sûreté de l'Etat notamment. La présidence burundaise ne donne pas de chiffre précis, mais le président de l'Association pour la protection des personnes détenues et des droits humains (Aprodeh) estime qu'entre 3 à 000 et 4 à 000 détenus pourraient sortir immédiatement de prison si ce décret présidentiel est bien appliqué. Pierre Claver Mbonimpa salue donc cette décision mais dit regretter que les prisonniers politiques soient exclus de son champ à :    C'est une bonne chose mais nous regrettons que les détenus politiques ne figureront pas dans la mesure de gr ce. Il y en a environ 700 qui sont accusés d'atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat.   à